

Pourquoi en 2014, au Québec, les inégalités sont-elles encore monnaie courante? Comment se fait-il que de multiples formes de discrimination soient encore reproduites, que ce soit par le langage, les gestes, les images, les représentations, les idées, les idéologies, la distribution de la parole, du pouvoir et des richesses et que cela soit considéré naturel? Comment expliquer que l'accès à des espaces physiques ou symboliques, ou même à des emplois, ne soit pas le même pour toutes et tous?

Ces inégalités se développent et se perpétuent au sein de l'État et de ses institutions, de nos milieux de travail et dans la rue, tout autant que dans nos relations amoureuses et nos familles. Face à ces injustices, nos gouvernements restent trop souvent indifférents et nient les inégalités systémiques et la violation des droits fondamentaux. Parfois, ce sont même eux qui les perpétuent.

Or, en vertu du droit à l'égalité, l'État a le devoir d'assurer à chacune et chacun une place pleine et entière. Lorsque l'État n'assume pas cette responsabilité, la cohésion sociale s'en trouve ébranlée, et la justice sociale écorchée.

Ce sont toujours les personnes qui détiennent le moins de pouvoir dans nos sociétés qui se retrouvent marginalisées. Nous appelons à la fin de l'indifférence qui fait porter le poids de la dénonciation et de la lutte sur les seules épaules de celles et ceux qui en sont les première.s touché.e.s. Or, dans la réalité, nous sommes toutes et tous diminué.e.s par ces écarts de justice.

Nous appelons à un changement. Le Québec peut faire mieux. Nous devons faire mieux. L'État a des responsabilités, les partis politiques aussi.

Nous demandons aux partis de reconnaître et de s'engager à combattre les inégalités qui trouvent leurs sources dans des systèmes d'oppression qui se renforcent mutuellement.

Le **sexisme, la misogynie et le patriarcat** portent atteinte à l'intégrité physique et psychologique des femmes. Ces systèmes justifient la violence à leur égard, leur réservent un traitement économique inégalitaire et les privent de leur liberté.

L'**hétérosexisme** suppose la supériorité de l'hétérosexualité en la présentant comme la norme. La **lesbophobie, l'homophobie** et la **transphobie** expriment une peur, voire même une haine, devant le refus des gens de se soumettre à une norme hétéropatriarcale. Les lesbiennes, gais et les personnes trans¹ qui ne correspondent pas aux standards habituels de la masculinité et de la féminité sont les personnes les plus souvent victimes d'actes d'intimidation et de violence, à l'école et dans la rue.

Le **classisme** force de plus en plus de gens, particulièrement les femmes, à vivre dans la précarité et l'insécurité économique. Les préjugés envers les personnes en situation de pauvreté justifient l'affaiblissement du filet social au nom d'une soi-disant paresse de leur part.

¹ Les personnes trans sont transgenres ou transsexuelles en opposition aux personnes cisgenres dont la perception d'elles-mêmes correspond au sexe attribué à la naissance. Les personnes cisgenres bénéficient d'une position privilégiée dans les normes sociales.

Le **capacitisme** valorise trop la performance et la productivité, handicapant l'accès de toutes et tous à un emploi. Les personnes en situation de handicap sont confrontées à un système peu disposé à voir les capacités au-delà des limitations fonctionnelles. Ainsi, on crée une situation de dépendance et de pauvreté.

Le **colonialisme** soumet les peuples autochtones à l'infériorisation de leurs cultures, à la non-reconnaissance, à l'indifférence eu égard à la survie de leurs langues et à la prise de contrôle de leurs territoires, sans parler du meurtre et de la disparition de plus de 800 femmes autochtones depuis 20 ans.

Le **racisme** pousse les personnes racisées hors de l'imaginaire collectif afin de mieux les maintenir aux marges de l'économie et des sphères de pouvoir politique, social ou culturel, tout en les plaçant au cœur du contrôle et de la répression étatique, soit par la police, la DPJ, le système judiciaire ou les prisons.

La **xénophobie** tend à créer un NOUS et un VOUS et une peur que les Autres ne partagent pas les mêmes valeurs. À la longue, on empêche ainsi les immigrant.e.s et leurs descendant.e.s québécois.e.s de prendre véritablement leur place dans le NOUS national.

Comme l'**antisémitisme**, l'**islamophobie** entraîne la déshumanisation des personnes que l'on associe aux confessions musulmane et juive et permet la stigmatisation et parfois de la violence envers les personnes perçues comme croyantes. Aujourd'hui, par peur et préjugés, les cas d'agressions envers les femmes portant le hijab sont en hausse et les arabo-musulman.e.s sont maintenu.e.s trop souvent à l'écart du marché du travail.

Ces injustices doivent cesser. Nous y travaillons de différentes façons. C'est maintenant aux partis politiques de s'engager.

Ils doivent instaurer un **programme d'éducation aux rapports égalitaires dans les établissements d'enseignement du Québec.**

L'État doit également jouer un rôle plus actif pour contrer les préjugés, les peurs et les méconnaissances qui subsistent et se développent, au moyen de campagnes publiques d'information et de sensibilisation.

Ces programmes doivent avoir pour but de permettre à la population de reconnaître les systèmes d'exclusion qui infériorisent des personnes en raison de la discrimination associée au sexe, à l'identité de genre, à leur situation socio-économique, à leur origine ou à la couleur de leur peau, à leur handicap, à leurs croyances religieuses ou à leur orientation sexuelle.

Il est essentiel que chacun.e apprenne à les identifier, à les dénoncer et à les déconstruire afin de contribuer à bâtir une société égalitaire dans laquelle toutes et tous pourront y prendre pleinement et librement part.